RF

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 40.572/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 29 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un amendement du Gouvernement à l'avant-projet de loi "portant des dispositions diverses urgentes", a donné le 1er juin 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"À ce jour, la Régie des Bâtiments, au travers de ses organes dirigeants et de sa structure actuels, n'est plus à même de remplir correctement ses missions. Ce manque d'efficacité et la nécessité de revoir la structure ont été confirmés dans le rapport de l'audit externe portant sur l'élaboration d'un programme d'amélioration du cadre organisationnel, structurel et conceptuel de la Régie des Bâtiments ainsi que dans les conclusions de la Cellule de Changement mise en place au sein de la Régie sur base des priorités du rapport d'audit et chargée de piloter les changements structurels et organisationnels. Les conclusions du rapport d'audit concernant la situation instable de la Régie des Bâtiments ont été également prises en compte, notamment :

- l'incapacité de mener une réflexion pluriannuelle;
- l'absence d'une vision au sein du management;
- la satisfaction limitée des clients concernant leur relation avec la Régie des Bâtiments;
- l'organisation qui n'est pas guidée par un souci d'efficience;
- l'existence de baronnies et autonomie «non contrôlée»;
- le fonctionnement des organes de gestion non efficient;
- l'absence ou non respect des règles édictées;
- les niveaux hiérarchiques non justifiées;
- la duplication des fonctions au niveaux central et décentralisés;
- la perte substantielle et irréversible des compétences sans changement structurel;
- la nécessité d'améliorer l'image et de motiver le personnel.

Dans ce contexte et au regard des constatations au sujet de l'organisation actuelle de la Régie des Bâtiments, il s'avère primordial d'agir rapidement en vue d'améliorer la cadre structurel et d'éviter ainsi une aggravation de la situation. Une nouvelle structure plus efficace et optimale s'impose d'urgence, permettant de mettre fin à une organisation lourde et coûteuse, et d'éviter les risques qu'une telle gestion encourt.

De plus, les événements récents de l'actualité soulignent la nécessité pour la Régie des Bâtiments d'une réforme fondamentale du système de gestion via la mise en place d'un management adapté et entreprenant."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité Préalable

Certaines dispositions de l'amendement concernent le statut du personnel de la Régie des Bâtiments (notamment l'article 4). Ces dispositions doivent faire l'objet d'une négociation syndicale.

Fondement juridique

Dispositif

Article 1er

1. La délégation que l'article 2*bis*, § 4, en projet, de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments accorde au Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de permettre à la Régie "(d') être secondée par d'autres personnes morales, (de) faire exécuter des tâches par d'autres personnes morales ou (d') exécuter des tâches avec d'autres personnes morales" doit s'interpréter en ce sens qu'elle ne concerne pas des tâches de service public essentielles que la Régie exerce [1].

Cette précision devrait être donnée lors des travaux parlementaires.

---

(1) En ce sens, voir l'observation n° 10 de l'avis 39.690/3, donné le 8 février 2006 sur un avant-projet de loi relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (Doc. parl., Chambre, session 2005-2006, n° 2437/1).

2. À l'article 2*bis*, § 5, en projet, de la même loi, le mot "facilitaires" est inconnu de la langue française : il conviendrait, dès lors, de préciser ce que ce terme recouvre afin d'encadrer la délégation consentie au Roi de fixer les conditions et modalités selon lesquelles la Régie pourra fournir des "services facilitaires".

3. Au même paragraphe, la disposition en projet renvoie "aux services et institutions mentionnés à l'article 2, §§ 1er et 2" alors que l'article 2 de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments n'est pas divisé en paragraphe.

La disposition concernée doit être revue à la lumière de la présente observation.

4. Dans son avis donné le 2 mai 2006, l'inspecteur des finances estime qu'il se déduit d'une comparaison entre l'article 2*bis* de la loi du 1er avril 1971, précitée, tel qu'il se lira après les modifications que lui apporte l'article 1er du projet, d'une part, et l'article 2, alinéa 3, de la même loi, d'autre part, que les prestations que la Régie des Bâtiments effectuera dans le cadre de l'article 2*bis*, § 1er, en projet, de la loi du 1er avril 1971 seront gratuites.

Même s'il n'est pas certain que la lecture opérée par l'inspecteur des finances soit en tous points exacte [2], il n'en reste pas moins que l'auteur du projet devrait clarifier l'articulation entre ces deux dispositions, en tout cas quant à la question de savoir qui prendra en charge le coût afférent aux prestations de la Régie des Bâtiments effectuées dans le cadre de l'article 2*bis*, § 1er, en projet.

---

(2) Ainsi, contrairement à ce que semble soutenir l'inspecteur des finances, l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi du 1er avril 1971 n'énonce pas que "le coût afférent aux prestations de la Régie des Bâtiments au profit" des institutions internationales visées au point 2 de l'alinéa 2 de la même disposition est à charge de ces institutions.

Article 2

1. Il va de soi que lorsque cette disposition vise des "normes d'occupation, de qualité et de sécurité des bâtiments", il ne peut s'agir de normes qui relèvent de la compétence que les régions exercent en matière de logement [3].

2. De la manière dont la disposition est rédigée, il ne semble pas qu'est visée la délégation d'une compétence réglementaire en faveur de la Régie des Bâtiments d'édicter les normes dont question dans cet article; ces normes ne paraissent en effet pas avoir vocation à s'imposer comme des règles de droit. Il s'agit plutôt de prévoir, au titre des missions que peut assumer la Régie des Bâtiments, que celle-ci peut étudier et préparer les normes concernées en concertation avec les occupants. En tout état de cause, quel que soit le statut de ces normes, si une intervention du pouvoir exécutif pour les approuver apparaît nécessaire à l'auteur du projet, il doit alors la confier au titulaire du pouvoir exécutif et non au Conseil des ministres.

Article 4

1. L'articulation entre les paragraphes 2, 3 et 5, en projet, n'apparaît pas clairement en ce qui concerne la répartition des tâches au sein du "nouvel organigramme" de la Régie.

Ainsi, des compétences spécifiques peuvent être attribuées à l'administrateur général par le Roi sur la base du paragraphe 2 alors que des pouvoirs spécifiques peuvent être délégués au même administrateur général par le ministre sans que l'on n'aperçoive ce qui distingue ces deux concepts. De plus, il semble découler du paragraphe 3 qu'aucun acte ne pourra être posé par quiconque en dehors du Comité de direction étant donné que celui-ci "statue sur toutes les questions en matière de conception et de concrétisation des projets, ainsi que sur toutes les questions d'organisation interne".

---

(3) Voir l'article 6, § 1er, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Comment devra-t-on, dès lors, concilier les attributions de compétences ou de pouvoirs qui seraient faites à l'administrateur général par le biais d'arrêtés royaux ou ministériels avec la compétence du Comité de direction telle que celle-ci est fixée par la loi, spécialement lorsque les attributions de compétences ou de pouvoirs porteront sur des domaines pouvant se rattacher de près ou de loin à des "questions en matière de conception et de concrétisation des projets" ou à des "questions d'organisation interne" ?

Il ressort encore de l'alinéa 2 du paragraphe 5 que le ministre peut autoriser des membres du personnel auxquels il a accordé une délégation à déléguer leurs compétences (sans doute vise-t-on par là les pouvoirs qu'ils ont reçu en application de l'alinéa 1er du même paragraphe) et dans ce cas "L'administrateur général prend à cet effet un arrêté de subdélégation". Le Conseil d'État n'aperçoit pas ce que doit subdéléguer l'administrateur général dans l'hypothèse que vise cette disposition [4].

Il conviendrait de revoir l'ensemble de ces dispositions de manière à faire apparaître clairement qui sera appelé à faire quoi au sein de la Régie des Bâtiments.

2. Au paragraphe 3, la première phrase doit être omise car elle est dépourvue de toute portée juridique en raison de son caractère trop vague.

Il ne se conçoit d'ailleurs pas que les "besoins des clients (...) forment le point de départ de toutes les activités" d'un organisme public personnalisé : comme un tel organisme est institué pour accomplir des missions déterminées que la loi lui assigne (principe de spécialité des personnes morales de droit public), c'est naturellement le correct accomplissement de ces missions qui doit former "le point de départ de toutes les activités" de l'organisme. Ceci ne signifie bien évidemment pas qu'un organisme public peut être indifférent aux "besoins de ses clients" mais il convient d'utiliser une formule plus adéquate qui tienne compte également du respect de la loi d'égalité des usagers devant le service public.

---

(4) Voir aussi, sous l'article 5 de l'avant-projet qui lui a été soumis, les observations émises par l'inspecteur des finances quant au caractère particulièrement nébuleux du mode de répartition des tâches organisé par le projet.

3. Au paragraphe 4, en raison de l'ingérence que cette disposition permet dans le droit au respect de la vie privée, la loi devrait mieux circonscrire quels sont les intérêts visés par cette disposition et ce qu'il y a lieu de tenir pour "une entreprise entretenant des liens d'affaire avec la Régie".

4. D'après le commentaire du paragraphe 4, le Comité de direction fixe un code de déontologie mais aucune habilitation n'est prévue à cet égard dans le dispositif. Celui-ci sera complété en ce sens si l'intention est de concevoir un tel code comme un document explicatif des droits et devoirs auxquels les membres du personnel sont soumis. Si, par contre, l'intention était, au travers de ce code, de prévoir de nouveaux droits et devoirs s'appliquant aux membres du personnel, l'habilitation faite au Comité de direction pour l'établir devrait être omise, seule l'autorité chargée d'édicter le statut du personnel étant en mesure d'adopter un code de cette nature.

5. De façon plus générale, il convient de relever que plusieurs dispositions de l'amendement constituent des exceptions à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il convient, dès lors, de les rédiger avec plus de précision afin d'assurer la cohérence avec cette disposition.

Article 8

Au paragraphe 2, les mots "et présentée au Conseil des Ministres" n'ont pas leur place comme tels dans le texte en projet : l'auteur du projet doit ou bien les omettre ou bien prévoir que la décision d'approbation du Roi est prise par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.572/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 mei 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een amendement van de Regering bij het voorontwerp van wet "houdende dringende diverse bepalingen", heeft op 1 juni 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de brief als volgt :

"À ce jour, la Régie des Bâtiments, au travers de ses organes dirigeants et de sa structure actuels, n'est plus à même de remplir correctement ses missions. Ce manque d'efficacité et la nécessité de revoir la structure ont été confirmés dans le rapport de l'audit externe portant sur l'élaboration d'un programme d'amélioration du cadre organisationnel, structurel et conceptuel de la Régie des Bâtiments ainsi que dans les conclusions de la Cellule de Changement mise en place au sein de la Régie sur base des priorités du rapport d'audit et chargée de piloter les changements structurels et organisationnels. Les conclusions du rapport d'audit concernant la situation instable de la Régie des Bâtiments ont été également prises en compte, notamment :

- l'incapacité de mener une réflexion pluriannuelle;
- l'absence d'une vision au sein du management;
- la satisfaction limitée des clients concernant leur relation avec la Régie des Bâtiments;
- l'organisation qui n'est pas guidée par un souci d'efficience;
- l'existence de baronnies et autonomie «non contrôlée»;
- le fonctionnement des organes de gestion non efficient;
- l'absence ou non respect des règles édictées;
- les niveaux hiérarchiques non justifiées;
- la duplication des fonctions au niveaux central et décentralisés;
- la perte substantielle et irréversible des compétences sans changement structurel;
- la nécessité d'améliorer l'image et de motiver le personnel.

Dans ce contexte et au regard des constatations au sujet de l'organisation actuelle de la Régie des Bâtiments, il s'avère primordial d'agir rapidement en vue d'améliorer la cadre structurel et d'éviter ainsi une aggravation de la situation. Une nouvelle structure plus efficace et optimale s'impose d'urgence, permettant de mettre fin à une organisation lourde et coûteuse, et d'éviter les risques qu'une telle gestion encourt.

De plus, les événements récents de l'actualité soulignent la nécessité pour la Régie des Bâtiments d'une réforme fondamentale du système de gestion via la mise en place d'un management adapté et entreprenant."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Sommige bepalingen van het amendement hebben betrekking op de rechtspositie van het personeel van de Regie der Gebouwen (inzonderheid artikel 4). Over die bepalingen moet met de vakbonden onderhandeld worden.

Rechtsgrond

Dispositief

Artikel 1

1. De bevoegdheid die bij het ontworpen artikel 2*bis*, § 4, van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een regie der gebouwen aan de Koning wordt verleend om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Regie de mogelijkheid te bieden om "(zich te) laten bijstaan door andere rechtspersonen, ... taken door andere rechtspersonen (te) laten uitvoeren of samen met andere rechtspersonen taken uit (te) voeren" moet zo worden geïnterpreteerd dat ze geen betrekking heeft op essentiële overheidstaken die de Regie uitoefent [1].

(1) Zie in deze zin opmerking nr. 10 in advies 39.690/3, dat op 8 februari 2006 is uitgebracht over een voorontwerp van wet betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten (Gedr. St., Kamer, zitting 2005-2006, nr. 2437/1).

.../...

Zulks zou tijdens de parlementaire voorbereiding duidelijk gemaakt moeten worden.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2*bis*, § 5, van dezelfde wet, wordt het woord "facilitaires" gebezigd dat in de Franse taal onbekend is : bijgevolg zou gepreciseerd moeten worden wat onder die term valt ter bepaling van de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen om de voorwaarden en modaliteiten vast te leggen voor het verstrekken van "facilitaire diensten" door de Regie.

3. In de Franse tekst van dezelfde paragraaf van de ontworpen bepaling wordt verwezen naar de diensten en instellingen vermeld onder artikel 2, paragrafen 1 en 2, terwijl artikel 2 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een regie der gebouwen niet in paragrafen is onderverdeeld.

De Franse tekst van de bepaling in kwestie moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

4. In het advies dat de inspecteur van financiën op 2 mei 2006 heeft gegeven, stelt hij dat uit een vergelijking van artikel 2*bis* van de voormelde wet van 1 april 1971, zoals dat artikel zal luiden na de wijzigingen die daarin worden aangebracht bij artikel 1 van het ontwerp, met artikel 2, derde lid, van diezelfde wet, blijkt dat de prestaties die de Regie der Gebouwen in het kader van het ontworpen artikel 2*bis*, § 1, van de wet van 1 april 1971 zal verrichten, gratis zullen zijn.

Ook al is niet zeker dat de interpretatie die de inspecteur van financiën hiervan geeft op alle punten juist is [2], zulks neemt niet weg dat de steller van het ontwerp zou moeten verduidelijken hoe die beide bepalingen op elkaar aansluiten, op zijn minst wat betreft de vraag ten laste van wie de kosten komen van de prestaties die de Regie der Gebouwen verricht in het kader van het ontworpen artikel 2*bis*, § 1.

---

(2) In tegenstelling tot hetgeen de inspecteur van financiën lijkt te betogen, wordt in artikel 2, derde lid, van de wet van 1 april 1971 niet aangegeven dat "de kosten voor de prestaties van de Regie der Gebouwen ten bate van" de in punt 2 van het tweede lid van dezelfde bepaling bedoelde internationale instellingen ten laste van die instellingen vallen.

Artikel 2

1. Het spreekt vanzelf dat de "bezettings-, kwaliteits- en veiligheidsnormen voor de gebouwen" waarvan in deze bepaling sprake is, geen normen kunnen zijn die behoren tot de bevoegdheid die de gewesten inzake huisvesting uitoefenen [3].

2. Uit de bewoordingen waarin deze bepaling gesteld is, blijkt niet dat er sprake is van de opdracht van een regelgevende bevoegdheid aan de Regie der Gebouwen om de normen uit te vaardigen waarvan in dat artikel sprake is; het lijkt immers niet de bedoeling dat die normen gelden als rechtsregels. Het opzet bestaat er veeleer in te bepalen dat een van de taken die de Regie der Gebouwen kan opnemen erin kan bestaan dat ze de normen in kwestie in overleg met de betrekkers van panden bestudeert en voorbereidt. Wat ook de status van die normen zij, het feit dat de steller van het ontwerp blijkbaar een actie van de uitvoerende macht nodig vindt voor de goedkeuring ervan, betekent hoe dan ook dat hij die actie moet laten uitgaan van de houder van de uitvoerende macht en niet van de Ministerraad.

Artikel 4

1. Hoe de ontworpen paragrafen 2, 3 en 5 op elkaar aansluiten, is niet duidelijk wat betreft de verdeling van de taken binnen het "nieuwe organogram" van de Regie.

Zo kan de Koning op basis van paragraaf 2 specifieke bevoegdheden opdragen aan de administrateur-generaal, terwijl de Minister aan diezelfde administrateur-generaal specifieke bevoegdheden kan delegeren, terwijl men niet inziet wat die beide concepten onderscheidt. Bovendien lijkt uit paragraaf 3 voort te vloeien dat buiten het Directiecomité niemand enige handeling zal kunnen stellen, aangezien het Directiecomité "beslist over alle aangelegenheden inzake ontwerp en concretisering van de projecten, evenals over alle aangelegenheden inzake interne organisatie". Hoe zal men bijgevolg de bevoegdheden die door middel van koninklijke of ministeriële besluiten aan de

---

(3) Zie artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

administrateur-generaal zouden worden opgedragen, kunnen verzoenen met de bevoegdheid van het Directiecomité zoals die bij de wet wordt vastgesteld, inzonderheid wanneer de opgedragen bevoegdheden verband houden met domeinen die losse of innige banden vertonen met "aangelegenheden inzake ontwerp en concretisering van de projecten" of met "aangelegenheden inzake interne organisatie" ?

Voorts volgt uit paragraaf 5, tweede lid, dat de Minister personeelsleden aan wie hij delegatie heeft verleend, kan machtigen hun bevoegdheden (wellicht worden daarmee de bevoegdheden bedoeld die zij met toepassing van het eerste lid van dezelfde paragraaf hebben ontvangen) te delegeren, in welk geval de "administrateur-generaal ... hiertoe een subdelegatiebesluit (neemt)". De Raad van State ziet niet in wat de administrateur-generaal moet subdelegeren in het geval waarop deze bepaling betrekking heeft [4].

Al deze bepalingen zouden aldus moeten worden herzien dat duidelijk blijkt wie binnen de Regie der Gebouwen wat zal moeten doen.

2. In paragraaf 3 dient de eerste zin te vervallen doordat die geen enkele juridische draagwijdte heeft wegens de te vage formulering ervan.

Overigens valt niet in te zien dat "de behoeften van de klanten (...) het uitgangspunt vormen voor alle activiteiten" van een overheidsdienst met rechtspersoonlijkheid : aangezien zulke diensten opgericht worden voor het vervullen van welbepaalde taken die eraan door de wet worden opgelegd (beginsel van de specialiteit van de publiekrechtelijke rechtspersonen) is het natuurlijk het correct vervullen van die taken dat "het uitgangspunt voor alle activiteiten" van die diensten moet vormen. Zulks betekent uiteraard niet dat een overheidsdienst onverschillig mag zijn voor "de behoeften van zijn klanten", maar er dient een passender formule te worden gebezigd waarin eveneens rekening wordt gehouden met de naleving van het beginsel van de gelijkheid van gebruikers ten aanzien van overheidsdiensten.

---

(4) Zie eveneens in verband met artikel 5 van het voorontwerp dat aan de inspecteur van financiën is voorgelegd, de opmerkingen die hij gemaakt heeft over de bijzonder onduidelijke wijze van verdeling der taken waarin het ontwerp voorziet.

3. In paragraaf 4 zou, wegens de inmenging in het recht op eerbiediging van het privé-leven die bij deze bepaling mogelijk wordt gemaakt, in de wet een nauwkeuriger omschrijving gegeven moeten worden van de belangen waarnaar in deze bepaling wordt verwezen en van hetgeen moet worden verstaan onder een "onderneming die zakelijke banden met de Regie heeft".

4. Volgens de bespreking van paragraaf 4 bepaalt het Directiecomité een deontologische code, maar het dispositief bevat geen enkele machtiging in dat verband. Het dispositief behoort in die zin te worden aangevuld als het de bedoeling is zulk een code te zien als een document waarin de rechten en plichten worden uitgelegd die voor de personeelsleden gelden. Als het daarentegen de bedoeling is om via die code te voorzien in nieuwe rechten en plichten die voor de personeelsleden gelden, zou de opdracht van bevoegdheid aan het Directiecomité om die code op te stellen, moeten vervallen, aangezien alleen de overheid die ermee belast is het personeelsstatuut uit te vaardigen bevoegd is om een code van die aard goed te keuren.

5. Meer in het algemeen behoort te worden opgemerkt dat verscheidene bepalingen van het amendement uitzonderingen zijn op artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Bijgevolg behoren die bepalingen nauwkeuriger te worden gesteld om te zorgen voor de samenhang met die bepaling.

Artikel 8

In paragraaf 2 zijn de woorden "en aan de Ministerraad meegedeeld" als zodanig niet op hun plaats in de ontworpen tekst : de steller van het ontwerp dient ze te schrappen of hij moet bepalen dat de goedkeuringsbeslissing van de Koning genomen wordt bij een koninklijk besluit uitgevaardigd na overleg in de Ministerraad.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	J.	JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS